

Compte-rendu CAP Locales **de révision d'évaluation 27/28 juin 2016**

Les élus FO-DGFIP ont rappelé leur opposition au contingentement des réductions d'ancienneté ainsi qu'au protocole PPCR, accord minoritaire imposé par le gouvernement en violation de la loi et qui prévoit (entre autres) la fin des réductions d'ancienneté.

Les CAPL des trois catégories ont traité au total 26 recours. (2 en C, 17 en B et 7 en A inspecteurs).

Le « filtre » du recours hiérarchique joue son rôle « dissuasif ».

Les « dotations capital mois » étaient de 10R1 et 4R2 pour les C ainsi que pour les B et de 4 R1 et 1R2 pour les A Inspecteurs.(R1 : réduction de durée d'échelon d'un mois, R2, deux mois.)

Les élus FO-DGFIP, présents dans l'ensemble des commissions ont défendu 11 des 26 recours soit le chiffre le plus important des quatre organisations présentes.

Nous avons obtenu gain de cause pour huit dossiers sur les onze présentés.

Dans toutes les CAP, les dotations n'ont pas été consommées en totalité.

Par ailleurs, nous sommes intervenus sur plusieurs sujets en lien avec les mutations locales en instance. Les restructurations (ASR) 2017 sèment déjà la confusion.

Les élus sont intervenus pour les restructurations des SIP LYON 7, Lyon 8, (création du SIP de Vénissieux) et ont dénoncé manque de communication et d'organisation dans le traitement des situations individuelles.

A l'heure où les agents de la trésorerie d'Albigny (condamnée à la fermeture) sont « chassés » de leur poste, d'autres collègues mutés au Vinatier sont susceptibles de devoir y aller sans l'avoir, demandé. FO a prévenu l'administration de ce qui ne saurait se produire.

Fermeture de la troisième BDV : le grand flou. Dans le cadre de la fermeture annoncée de cette brigade, les collègues affectés ont du faire des demandes de mutation... sans connaître le périmètre nouveau des services de destination.

Lyon, le 29 juin 2016